

## **La FNEC FP-FO condamne l'interdiction faite à une délégation syndicale d'entrer en Palestine**

Montreuil, le 17 février 2026

La FNEC se joint à l'Internationale de l'Education pour protester contre l'interdiction faite à une délégation de syndicats de l'enseignement de se rendre en Cisjordanie occupée. Cette délégation comprenait notamment le secrétaire général de l'Internationale de l'Education, ainsi que des dirigeants de syndicats enseignants du monde entier. Elle avait pour unique but de rencontrer nos collègues palestiniens et de leur apporter la solidarité de tous les affiliés de l'IE.

La délégation a été retenue, ses membres ont été interrogés, leurs passeports retenus, avant d'être embarquée de force pour la Jordanie.

Cela illustre une nouvelle fois la politique du gouvernement israélien, et son refus que transparaissent aux yeux du monde entier la situation qu'il impose aux Palestiniens. Nous protestons avec la dernière vigueur contre ces mesures.

Nous faisons également le lien avec la grève des enseignants de Cisjordanie, qui ne demandent que le droit de pouvoir exercer leur métier, contre les retenues sur salaire arbitraires, contre la répression qui frappe ceux qui refusent de se taire. Nous leur apportons, à eux aussi, toute notre solidarité.

Enfin, nous dénonçons le silence complice des autorités occidentales, à commencer par celui du gouvernement français.





## **The FNEC FP-FO condemns the ban imposed on a union delegation entering Palestine**

Montreuil, February 17, 2026

FNEC FP-FO joins Education International in protesting the ban imposed on a delegation of education trade unions from traveling to the occupied West Bank. This delegation included, in particular, the General Secretary of Education International, as well as leaders of education unions from around the world. Its sole purpose was to meet with our Palestinian colleagues and express the solidarity of all EI affiliates.

The delegation was detained, its members were questioned, their passports confiscated, before being forcibly put on a plane to Jordan.

This once again illustrates the policy of the Israeli government and its refusal to allow the situation it imposes on Palestinians to be seen by the entire world. We strongly protest these measures in the strongest possible terms.

We also draw a connection with the teachers' strike in the West Bank, whose participants are merely demanding the right to carry out their profession, opposing arbitrary salary deductions and the repression faced by those who refuse to remain silent. We extend to them, as well, our full solidarity.

Finally, we denounce the complicit silence of the Western authorities, beginning with that of the French government.

